

Les quatre mutations des économies dominantes

Née sur un segment étroit de la finance – les fameux *subprime* –, la crise actuelle s'est rapidement étendue à l'ensemble de l'économie mondiale, qui ne semble pas s'en remettre. Pour comprendre l'ampleur de cette déflagration, il faut remonter quarante ans plus tôt.

Les années 1974 et 1975 ont marqué la fin de la période dite des « trente glorieuses », celle d'un capitalisme relativement régulé, et, dans un même mouvement, l'entrée en récession. Pour y répondre s'est alors façonné, dans la décennie 1980, un nouvel agencement que l'on peut appeler capitalisme néolibéral. Lequel, à son tour, connaît une crise depuis 2007. En ce sens, ce que nous vivons actuellement constitue une crise des solutions apportées à la crise précédente.

Ce grand tournant des années 1980 avait conduit à une série de mutations que l'on peut repérer en procédant à une « spectrographie » de l'économie mondiale (*voir ci-contre*). Ainsi se dessine une périodisation très homogène, et les évolutions des différents indicateurs retenus s'organisent autour de quatre grandes mutations.

Première mutation :

la hausse tendancielle du taux de profit dans le revenu national.

Le capitalisme des « trente glorieuses » n'a pas réussi à assurer le maintien du taux de profit : celui-ci a commencé à baisser dès la récession de 1967 aux Etats-Unis et a chuté de façon continue jusqu'au début des années 1980. En faisant baisser la part des salaires, le tournant néolibéral permet alors de restaurer la rentabilité des entreprises, moyennant une série de changements qui vont alimenter la prochaine crise.

Deuxième mutation :

la financiarisation des économies.

La financiarisation prend son essor à la même période. En témoigne la spectaculaire envolée des cours de Bourse dans l'ensemble du monde. Relativement stables en valeur réelle (compte tenu de l'inflation), ces derniers se mettent à augmenter de manière exponentielle (avec de grandes fluctuations) à partir de 1985. Ils sont ainsi déconnectés des anticipations de

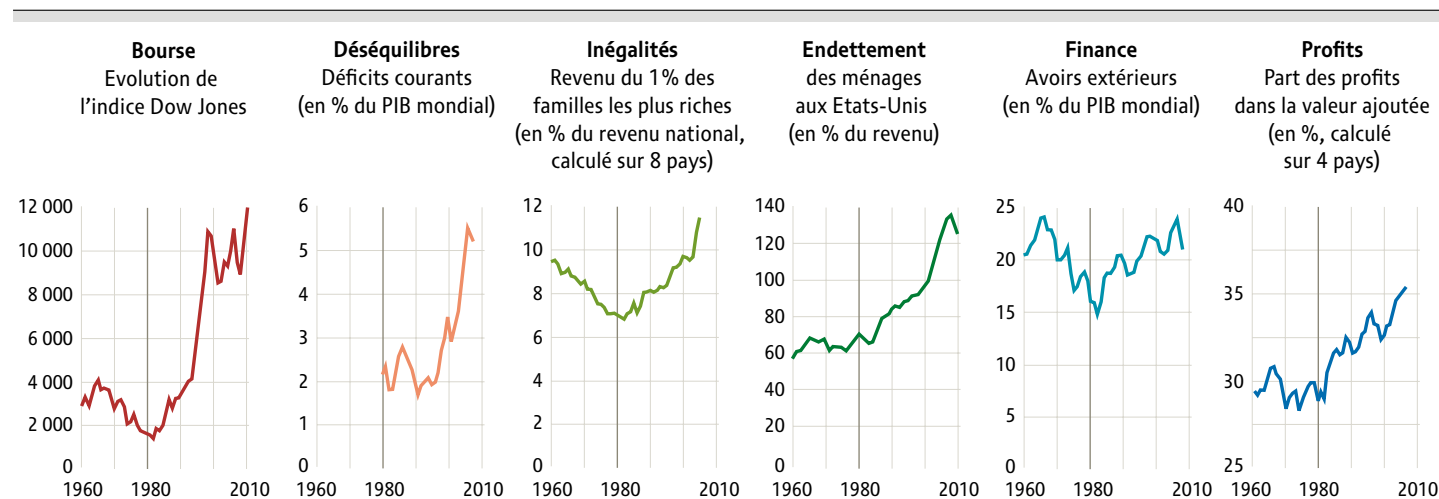
profit des entreprises. Dans le même temps, la libre circulation des capitaux à l'échelle internationale est garantie et se développe indépendamment des échanges de marchandises. A partir des années 1990, la part des avoirs financiers totaux dans la production mondiale de richesses ne cesse d'augmenter, soulignant ainsi l'accélération de la mondialisation financière.

Baisse de la part des salaires dans le revenu national et surendettement des ménages d'un côté, investissements à l'étranger et délocalisation de l'autre, creusent les déséquilibres mondiaux, qui finissent par exploser.

Cette financiarisation accompagne les autres tendances du modèle. La baisse de la part des salaires dans le revenu national pose en effet le problème des débouchés des produits fabriqués. Pour y faire face, on pousse les ménages à emprunter – un surendettement particulièrement marqué aux Etats-Unis. Baisse de la part des salaires et surendettement d'un côté, investissements à l'étranger et délocalisations de l'autre, vont creuser les déséquilibres mondiaux, surtout à partir de la seconde moitié des années 1990. Là encore, la finance assure les flux de financement nécessaires à l'échelle internationale.

Cette configuration d'ensemble conduit inexorablement à une montée des inégalités de revenu. Alors que la part du revenu allant au 1% les plus riches reculait depuis la ■■■

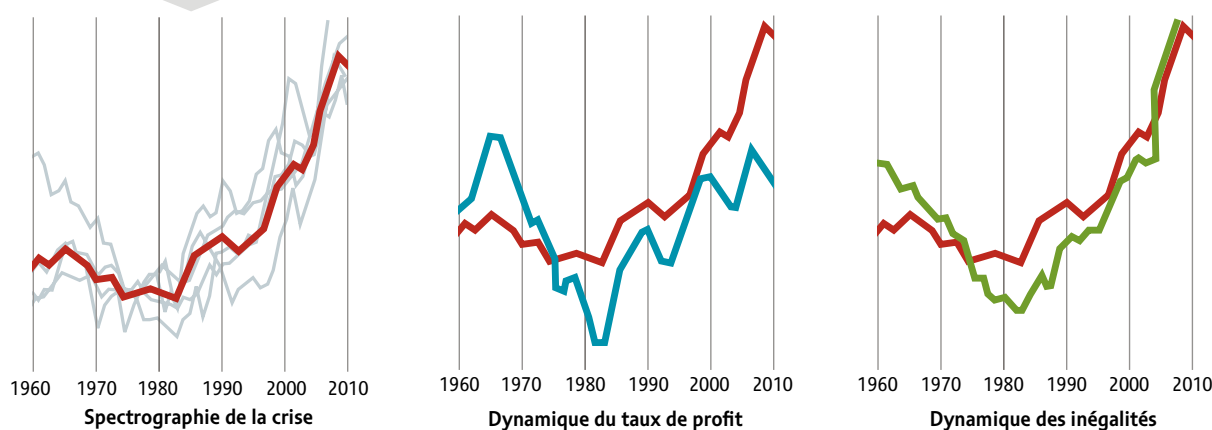
Le brutal virage des années 1980



1. Ces six indicateurs montrent l'évolution financière, sociale et économique du monde depuis cinquante ans. La part des profits correspond à la moyenne des profits réalisés aux Etats-Unis, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni. Pour les inégalités, il s'agit de ces quatre pays plus l'Inde, la Chine, le Japon et la Suède. Exprimées avec des unités différentes, ces séries statistiques ne sont pas directement comparables, mais chacune d'entre elles montre un changement radical dans les années 1980, période durant laquelle l'économie mondiale est brutalement dérégulée.

Pour rendre ces indicateurs comparables, il faut les « standardiser », c'est-à-dire leur faire subir un traitement statistique particulier qui permet de créer une échelle de valeur (ou une unité) commune à tous. On dit alors que ces indicateurs ont été « centrés réduits ». Les données deviennent indépendantes de l'unité, qu'il n'est plus utile de mentionner.

— Indice synthétique



2. Il est possible de calculer un « indice synthétique » (courbe rouge épaisse) à partir des six indicateurs (courbes grises) – désormais comparables – dont on fait la moyenne arithmétique. Cet indice est un « résumé » qui définit une courbe moyenne dont la forme est représentative de tous les indicateurs. On voit sur ces différentes courbes que l'inflexion date du début des années 1980 : après avoir chuté, le taux de profit remonte ainsi que la courbe des inégalités.

■■■ seconde guerre mondiale, la courbe s'inverse brutalement au début des années 1980. Jamais depuis les années 1960 les écarts n'ont été aussi béants. Compression salariale massive et croissance exubérante des revenus financiers expliquent ce phénomène.

Troisième mutation :

le ralentissement de la productivité du travail.

Le dynamisme du capitalisme réside dans sa capacité à faire produire toujours plus de biens et de services en un temps de travail donné. Ces gains de productivité ont permis de concilier plus facilement la progression du pouvoir d'achat des salariés avec la rentabilité du capital. Or, après avoir été exceptionnels au cours des « trente glorieuses », ils se sont épuisés. C'est d'ailleurs la cause fondamentale de l'entrée en crise de ce modèle de capitalisme (*voir graphique sur l'évolution du produit intérieur brut [PIB] par habitant, page 15*).

Quatrième mutation :

l'« effet boomerang » de la mondialisation.

La montée en puissance des pays émergents dessine un renversement du monde. Ainsi, la part des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) dans le PIB mondial est passée de 7,5 % en 1990 à 17,7 % en 2010. En 2011, les pays avancés ne réalisent plus que la moitié du commerce mondial de produits manufacturés, contre 70 % vingt ans plus tôt. Alors que la productivité du travail continue à ralentir dans le « vieux monde » capitaliste, elle augmente vigoureusement dans les pays émergents, devenus les moteurs de l'économie mondiale.

Dans les pays émergents, tirés par un capitalisme sauvage semblable à bien des égards à celui de l'Angleterre de la révolution industrielle, on assiste à une croissance impétueuse et inégalitaire.

Jusqu'à présent, on pouvait créditer le modèle libéral d'une relative cohérence, dans la mesure où toutes les tendances décrites ci-dessus étaient imbriquées et complémentaires. Mais, pour se maintenir, cette cohérence devait pouvoir s'appuyer sur une poursuite indéfinie de ces mêmes tendances : baisse relative des salaires, hausse de l'endettement, augmentation des placements financiers, etc. Autrement dit, la prétention du capitalisme à obtenir des profits croissants malgré le ralentis-

sement des gains de productivité ne pouvait être validée que par des distorsions croissantes dans les équilibres macro-économiques, qui devaient forcément atteindre leurs limites.

C'est la croissance incontrôlée de l'endettement, avec les *subprime* notamment, qui s'est révélée le maillon le plus faible. Mais le fait que la crise a démarré dans la sphère financière ne change rien à son caractère systémique. D'où sa gravité, qui est en quelque sorte proportionnelle à la durée de vie de ce modèle néolibéral – le risque étant qu'il faille autant de temps pour refaire en sens inverse le chemin parcouru jusqu'à là. Car, selon la formule de Klaus Schwab, fondateur et président du Forum économique mondial (le fameux « Davos »), « *il nous faudra payer pour les péchés du passé* » (sans d'ailleurs que soit précisé qui est ce « nous »). Il est donc nécessaire de réfléchir aux conditions à remplir pour revenir à une économie définanciarisée et mieux régulée – et donc de mieux identifier les contraintes qui pèsent sur la période ouverte par la crise actuelle.

LOGIQUE DU PROFIT ET LOGIQUE DES BESOINS

Mieux vaut ne pas produire que produire de manière insuffisamment rentable : telle est la devise du capitalisme néolibéral. Tout se passe comme si les besoins sociaux ne méritaient d'être satisfaits qu'à la condition d'être compatibles avec des critères d'« hyperrentabilité » constamment renforcés par les exigences de la finance. Cela explique la relative atonie des investissements, qui n'ont pas suivi, au moins dans le vieux monde capitaliste, la remontée du profit (*voir page 15*).

La réponse à cet écart croissant entre les exigences de rentabilité et la satisfaction des besoins sociaux entraîne une marchandisation généralisée : privatisation de pans entiers de l'économie, freinage ou réduction des dépenses publiques, recul de la protection sociale et réformes fiscales. L'objectif est de réduire les dépenses publiques, considérées comme autant de « charges improductives », et d'étendre ainsi le champ de la logique du profit. Les effets sociaux en sont connus : chômage de masse, précarité et insécurité sociale croissantes. Dans les pays émergents, tirés par un capitalisme sauvage semblable à bien des égards à celui de l'Angleterre de la révolution industrielle, la croissance impétueuse laisse de côté des pans entiers de la population, et les inégalités sociales ne se résorbent pas, en dépit du recul de la pauvreté.

A la crise financière s'est ajoutée la crise alimentaire qui frappe une part importante de la population mondiale. Rien de naturel dans ces difficultés : elles sont, elles aussi, le fruit d'une marchandisation à outrance. L'ouverture au marché mondial, qui a favorisé la déflation salariale dans les Etats industrialisés, a également conduit à la destruction de larges secteurs de l'agriculture traditionnelle dans le Sud. De nombreux pays se



David Harvey,
Le Nouvel Impérialisme,
Les Prairies ordinaires,
Paris, 2010.

Pierre Larroustou, *Pour éviter le krach ultime*, Nova Editions,
Paris, 2011.

Minqi Li,
The Rise of China and the Demise of the Capitalist World Economy,
Pluto Press,
Londres, 2009.

sont ainsi éloignés de l'autosuffisance alimentaire pour importer de plus en plus massivement. Transformés en marchandises ordinaires, les aliments sont devenus des objets de spéculation, quitte à affamer des millions de personnes à travers le monde. Au point de provoquer des émeutes de la faim.

La crise n'a rien de conjoncturel,
et le modèle néolibéral est voué à l'échec.
Mais le rêve d'un capitalisme régulé,
du type de celui des «trente glorieuses»,
se révèle aussi hors de portée.

De manière encore plus profonde, cette soumission des besoins humains à la logique marchande conduit à une sourde crise de légitimité du système, qui prend la forme d'une crise démocratique. La soumission des gouvernements aux «marchés financiers» qu'ils s'efforcent de «rassurer» au lieu de faire prévaloir l'intérêt public, les changements de dirigeants sous la pression des financiers (comme en Grèce ou en Italie) délégitiment les systèmes démocratiques. Les révolutions arabes, le mouvement des «indignés» (en Grèce, en Espagne, ou même aux Etats-Unis) et les explosions sociales (en Chine ou au Royaume-Uni) sont, sous des formes très différentes, l'expression de cette perte générale de légitimité.

DÉFINANCIARISATION ET RÉÉQUILIBRAGE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Durant la phase néolibérale, le couple Chine - Etats-Unis a été l'un des principaux moteurs de la croissance. Mais cet arrangement est doublement remis en question. Du côté de la Chine, les tensions sociales et démographiques conduisent à un nécessaire recentrage sur le marché intérieur (ou sur la zone asiatique) et à une remise en question du financement du déficit des Etats-Unis par les excédents chinois. Le modèle de croissance à crédit des Etats-Unis ne peut plus fonctionner, et son rééquilibrage ne pourrait se faire qu'à un taux de croissance moindre. En Europe, la crise des dettes souveraines a servi de révélateur et montré que la construction européenne était bancal et tronquée. Le Vieux Continent se trouve donc face à ce dilemme : soit l'écclatement, soit une refondation intégrale.

Selon des modalités différentes aux Etats-Unis et en Europe, l'enjeu de la période est de savoir qui doit payer la facture que les plans de sauvetage ont fait passer du privé au public, sans

l'annuler. Plus qu'économique, cet enjeu est avant tout politique et social. Faute de disposer d'un modèle de rechange, les gouvernements sont tentés de saisir l'occasion pour administrer une thérapie de choc destinée à approfondir les «réformes» néolibérales et à préserver ainsi les «droits de tirage» des actifs financiers sur la richesse.

Le nécessaire rééquilibrage de l'économie ne peut être un simple retour au passé, le grand basculement du monde étant irréversible. Le poids économique des pays émergents est appelé à augmenter, mais leur poids démographique également (sauf pour la Chine) : en 2100, la population des pays développés ne devrait plus représenter que 13 % de la population mondiale, contre 30 % en 1960.

LE DÉFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il n'y a pas à proprement parler de facteur écologique de déclenchement de cette crise. En revanche, cette dernière a des conséquences sur la prise en charge des défis environnementaux. A court terme, toute reprise de l'activité pousse le prix du pétrole à la hausse et accentue les déséquilibres déjà existants, donnant ainsi à la crise une dimension énergétique. A moyen terme, les politiques dites de sortie de crise, et notamment l'austérité budgétaire, hypothèquent la mise en place de programmes d'investissement nécessaires au développement des énergies renouvelables, des moyens de transport de substitution ou aux travaux d'isolation des logements.

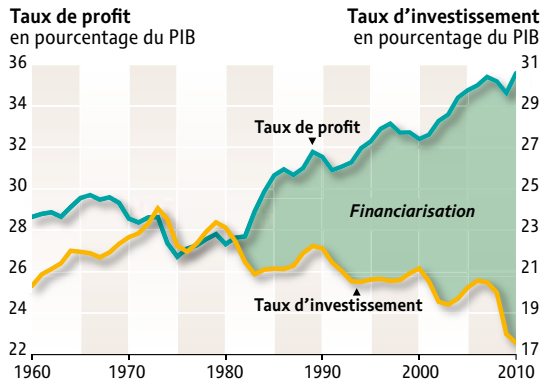
A plus long terme, le défi climatique pèse sur la possibilité ou la forme de la croissance mondiale. Jusque-là, tout «progrès» (mesuré par le PIB mondial par tête) a conduit à une augmentation régulière des émissions de CO₂. Si cette corrélation n'est pas rompue, la poursuite de la croissance apparaîtrait incompatible avec les objectifs de réduction de ces émissions, alors que celle-ci pourrait constituer l'un des moteurs d'une croissance de type nouveau.

Ce rapide panorama souligne à quel point cette crise n'a rien de conjoncturel. Les prétendues solutions actuellement mises en avant débouchent sur une impasse. Le projet qui consiste à revenir au *business as usual* («les affaires comme si de rien n'était») en imposant de force les conditions d'un redémarrage du modèle néolibéral est voué à l'échec. Tout simplement parce que les éléments clés de ce modèle ont été durablement mis à mal. Le rêve d'un retour à un capitalisme régulé, du type de celui des «trente glorieuses», se révèle lui aussi hors de portée.

Pour éliminer les dysfonctionnements qui ont conduit à la crise, il faudrait une économie fondée sur une moindre rentabilité et une plus juste répartition des richesses. Toute la question est maintenant de savoir si ces préceptes sont compatibles avec le capitalisme. 

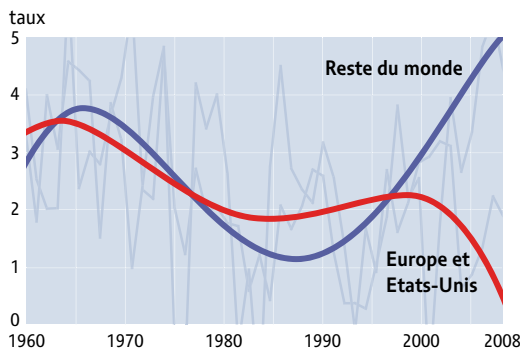
Profit et investissement divergent

Taux d'investissement et taux de profit dans l'ensemble
Etats-Unis, Union européenne, Japon



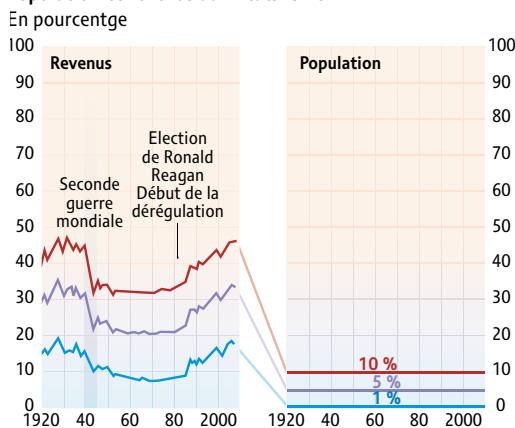
Basculement de la croissance

Produit intérieur brut (PIB) par tête



Inégalité des revenus

Population et revenus aux Etats-Unis



Sources : Emmanuel Saez et Thomas Piketty, « The evolution of top incomes: A historical and international perspective », *The American Economic Review* vol. 96, n° 2, mai 2006, mis à jour en 2010.

Lecture : en 1920, les 10 % les plus riches possédaient 40 % du revenu national.